



## COMMUNE DE VELLERON

### ARRÊTE MUNICIPAL 2022-089

Permission de voirie (route de Pernes les Fontaines, chemin dit de Pernes, chemin de la Raffinade et chemin des Parpayolles)

**Le maire de la ville de VELLERON,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2212-1 et L2212-2,  
**Vu** la demande en date du 31 mai 2022 par laquelle CPCP TELECOM Partenaire d'orange Domiciliée à 269, Chemin du Fournalet 84700 SORGUES (06.20.48.00.35) sollicite une permission de voirie sur la commune afin de réaliser les travaux suivants : Ouverture de chambre Télécom + Tirage de câble optique souterrain et aérien sur réseau existant.

#### ARRETE :

**Article 1 :** CPCP télécom (opérateur orange) est autorisée à réaliser les travaux d'ouverture de chambre et de tirage de câble optique sur le réseau souterrain et aérien déjà existant sur la voie publique au endroits cités ci-dessous :

- route de Pernes les Fontaines,
- chemin dit de Pernes,
- chemin de la Raffinade,
- chemin des Parpayolles.

**Article 2 :** les travaux sont prévus pour une durée de 15 jours à compter du 20/06/2022 et seulement au droit de la propriété du bénéficiaire de l'autorisation dans le respect des prescriptions techniques. Un empiètement se fera sur la chaussée ainsi qu'une neutralisation de la BAU avec une circulation alternée par des feux tricolores. Une limitation de 50 km/h sera appliquée aux abords des travaux.

**Article 3 :** Les aménagements ne devront pas faire obstacle à l'écoulement des eaux et au libre accès des propriétés riveraines. Les éléments du domaine public communal ne devront faire l'objet d'aucune dégradation.

**Article 4 :** Les travaux ne pourront débuter qu'à la date du 20/06/2022 et devront être achevés impérativement avant le 06/07/2022. L'inexécution des travaux dans le cadre des délais prescrits conduira le bénéficiaire à déposer une nouvelle demande.

**Article 5 :** Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever les débris, nettoyer et remettre en état à ses frais les dommages résultant de son intervention. En cas de travaux présentant un caractère de dangerosité pour la circulation ou les usagers du domaine public, les opérations de réhabilitation seront opérées sous le contrôle des services techniques.

**Article 6 :** La commune conserve le droit d'effectuer dans le cadre de ses missions d'intérêt général, les travaux sur les ouvrages du bénéficiaire, à charge pour elle de procéder à leur remise en état.

**Article 7 :** La présente autorisation est précaire et révocable. Elle pourra faire l'objet d'une mesure de retrait en cas d'urgence, pour préserver l'intérêt du domaine public ou en vue de la réalisation de travaux publics, sans qu'aucun droit à indemnité ne soit reconnu au profit du bénéficiaire de la présente autorisation.

**Article 8 :** La présente autorisation ne dispense pas son bénéficiaire de se conformer aux dispositions édictées par le Code de l'urbanisme.

**Article 9 :** Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, et de sa publication.

L'Ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le Maire de la commune
- La Police Municipale
- Les Services Techniques de la commune
- Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie de Pernes les Fontaines
- CPCP TELECOM;

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à VELLERON, le 01 juin 2022.

Le Maire.

P/o Le Maire par délégation  
Hervé Berenguer



Philippe ARMENGOL.